

Jean Toma
La «voix» de l'UDI Corse

Pages 4 & 5

VOTRE ACCÈS
AU REGISTRE DU
COMMERCE ET DES
SOCIÉTÉS !



AJACCIO

Simon Renucci Laurent Marcangeli José Filippi

BASTIA

Jean Zuccarelli Gilles Simeoni

DIMANCHE 06 AVRIL 2014

25^{ème} MARATHON

Semi-Marathon & 10 Km d'Ajaccio

Championnat de corse



Départ 10H de la Parata



RENSEIGNEMENTS - INSCRIPTIONS

Clôture inscriptions / retrait dossards

le 05 Avril de 15h à 18h à la Mairie

www.aspttajaccioathletisme.fr

0495224265 - 0622652657



A modu Nostru

À mumenti, in Bastia, u quintu Forum di l'Alternanza

Quist'annu, ghjè Bastia chì accoglierà u Forum di l'Alternanza. Un evenimentu à prò di a ghjuventù è di i professiunali chì ghjè messu in ballu dapoi 5 anni avà ; prima in Corti, annu in Aiacciu è da qui à qualchi ghjornu, dunque, in Bastia, nant' à a piazza San Nicolà.

U tempu d'una ghjurnata, si tratterà di parechje attività urganizate da l'Università, in

lea cù l'inseme di l'attori isulani di l'alternanza in u settore di l'insignamentu superiore. Seranu presente più di 70 imprese, ind'un' spiriti di scontri è di scambii, senza scurdassi di u scopu d'infurmazione è d'orientazione versu i liceani.

Ci vole à sapè chì per mezu di a firma d'un cuntrattu d'amparera o di professiunalisazione, i ghjovani anu a pussibilità d'integrà una di e furmazione pruposte da l'Università, e Camere di cumerciu o i liceii di l'Accademia, à livellu Bac+2 (BTS-DUT), Bac+3 (licenze professiunale), Bac+4 è Bac+5 (master), frà settori d'attività assai diversi.

Si deve piglià dinù in contu e performanze di l'alternanza chì assicureghjanu di a so efficacità, postu chì 9 amparanti nant' à 10 riescenu à u diploma preparatu

è trovenu un impiegu dopu à u cuntrattu. Luntana di e gattive fiure d'eri, l'alternanza pare oghje più chè adattata à i studienti vulendu sceglie una furmazione strutturata in giru à un prugettu persunale è professiunale, cù un' inserzione progressiva nant' à u mondu di u travagliu è insignamenti individualizati è doppiamente inquadrati (doppiu tuturatu sistematicu in centru di furmazione è in struttura d'accolta).

Di fattu, durante tuttu u cuntrattu, u studente-amparante sparte u so tempu trà ste 2 entità (ritimu d'alternanza specificu per ogni diploma preparatu). In a struttura d'accolta, u studente-salariatu, sott' à a rispunsabilità d'un maestru di praticiera, scopre a prufessione è si forma à u mistieru bramatu. À l'Università, per esempiu, seguiteghja l'insignamenti adattati à u so ritimu di vita professiunale. Hà ancu a pussibilità d'esse aiutatu da u CFA Universitariu : cumpensu doppiu allogghju, indennità di trasportu è numinazione d'un tutore pedagogicu.

Sostenuta da a Cullettività Territoriale di Corsica è l'Unione Europea, l'alternanza hè un veru passu versu l'impiegu. Basta à franca lu...



da Roland Frias

Élections municipales et «corsité»

Au premier tour des élections municipales de 2014, la Corse a voté en masse avec des taux de participation très élevés : en Corse-du-Sud, 72 % à Ajaccio, 82 % à Porto-Vecchio ; en Haute-Corse, 80 % à Bastia. Si la Corse vote en masse lors des élections locales, c'est justement parce qu'il existe un lien étroit entre l'avenir de chaque commune et celui de l'île. L'île est, par définition, le marqueur d'une identité singulière et chaque commune détient une part de cette identité. Avec la mondialisation, les pays tendent à perdre leur identité, car de nouvelles dynamiques (migrations, investissements, circulations des idées) annulent les frontières traditionnelles. La France se dilue peu à peu dans une Union européenne devenue une machine abstraite, dont la fonction est d'effacer le péri-

mètre des anciennes nations au profit du grand marché unique.

La Corse, avec l'émergence d'un nouveau «riacquistu», témoigne de sa volonté de conserver son identité. En votant massivement lors des municipales, les Corses ont voulu dire leur attachement à leur commune, «u paese» étant pour nous le premier ancrage dans un territoire particulier, celui d'une île.

En dehors de la gestion du quotidien, au moment où les villes de la métropole perdent leur identité, les maires élus en Corse et leur équipe auront, à travers leur commune, à valoriser la signification identitaire de notre île et gérer sa mythologie.



Christian Gambotti
icn-cgambotti@orange.fr

Billet Le temps des cerises...

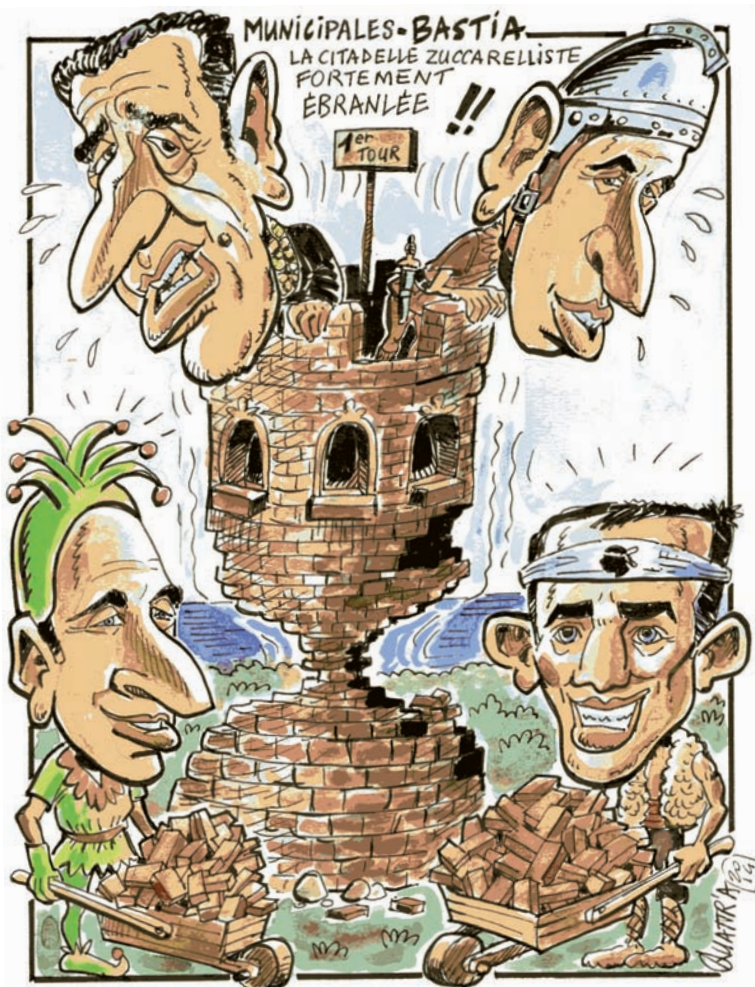
Les élections municipales auront indiscutablement passionné les Corses, faisant couler autant d'encre, qu'augmenter les sons... A la veille du second tour, il faut constater que les électeurs dans l'île n'auront pas été «infidèles aux isolets», le civisme est une marque insulaire. Partagés entre le maintien de leur confiance à des édiles, ou le changement à tout prix, en Corse, les citoyens auront apporté un goût particulier et tonique au «cru 2014» de ce renouvellement général.

La démocratie impose d'être respectée quoi qu'il adienne, nous ne pourrions dimanche soir 30 mars, que prendre acte du choix des citoyens, quel qu'il soit ! Disons simplement que chez nous, de plus en plus d'électeurs refusent d'être «confinés» dans une case sur l'échiquier des couleurs partisans, faut-il s'en plaindre ou s'en louer ? C'est un autre débat, qu'il vaut mieux pour l'instant laisser à l'analyse des spécialistes de la science politique...

Disons pour l'instant, que nous devons juger sur pièces le moment venu, les promesses, les projets et les engagements des uns et des autres. Si la Corse est devenue «mature», si ceux qui se sont soumis aux suffrages du peuple, sont fidèles à leurs convictions et à leurs idées, et si les électeurs font le juste choix, LE LEUR et celui de personne d'autre, alors la «Cuvée 2014» sera peut-être un élixir d'avenir.

E cusi sia !

Paul Aurelli



Jean Toma, maire de Solenzara «L'UDI Corse a toute sa place sur l'échiquier politique insulaire

Jean Toma vient d'être réélu brillamment maire de Sari-Solenzara, avec 74,33% des suffrages exprimés. Au-delà de ce succès, Jean Toma a suivi les parcours électoraux des candidats engagés à Bastia et Ajaccio, sous les couleurs de l'UDI. D'autre part, le président de l'UDI ne change pas sa vision : il prône l'existence d'un «centre-droit corsiste». Comme il l'exprime clairement, "nous n'avons pas besoin de répondre aux ordres de Paris" et d'ailleurs à l'UDI, il n'y a pas d'impérialisme politique... Jean Toma annonce d'ores et déjà la présence d'une liste autour de l'UDI lors du prochain scrutin territorial. Liste dont il devrait être le chef de file.

Jean Toma, vous avez été élu sans difficultés à Sari-Solenzara. Quel est votre première réaction, en tant que maire et en tant que citoyen ?

Nous avons été élus avec un score très intéressant pour notre liste, nous réalisons un score de 74, 33 %. C'est le témoignage des citoyens de notre commune, qui portent un jugement sur notre façon d'être et de faire.

Je pense toutefois, que nous aurions pu faire mieux, on peut toujours faire mieux de toute façon. C'est la vie politique. Ce qui me peine un petit peu en revanche, c'est que l'application des nouvelles dispositions avec l'arrivée de la proportionnelle, conduit à nous priver d'élus qui étaient avec nous, qui ont travaillé à nos côtés et qui n'ont pas démerité. Mais au-delà de cette déception, nous avons réalisé, je le dis, clairement, une belle élection.

Comment avez-vous vécu cette campagne ? Difficilement ?

En tant qu' élu, je l'ai vécu assez bien. Mais en tant qu'homme je l'ai vécu un peu autrement. Il y a eu quelques paroles et tracts qui n'honorent pas leurs auteurs... Aujourd'hui, nous devons faire avec. Malheureusement, quelquefois les contradicteurs ne savent pas rester courtois. Dans les campagnes électorales, il y a toujours des esprits qui s'échauffent et je trouve ça dommage ! Heureusement, qu'il y a un temps pour la compétition et un temps pour l'action au service de son engagement.

Quels sont vos projets pour votre commune ?

Nous avons surtout la volonté validée par le suffrage universel de dé-

velopper harmonieusement Sari-Solenzara. Notre commune comptait en 1970, 1650 habitants. Puis nous sommes revenus dans les années 2000 à 950 environ avant de remonter à 1450 aujourd'hui. C'est donc une petite commune.

Il est vrai qu'à l'échelle de la Corse, une commune de cette taille, fait partie des «grosses communes».

Mais à l'échelle nationale et européenne, Sari-Solenzara demeure une toute petite commune. C'est pourquoi, il faut considérer qu'en deçà de 2000 habitants, nous ne



pouvons pas offrir tous les services que les citoyens et les administrés sont en droit d'espérer. Tout simplement, parce que financièrement, nous n'y arrivons pas...

Sari-Solenzara fait partie de ces villages qui se partagent à la fois entre la mer et la montagne. C'est difficile à gérer ce type de commune ?

Absolument. Nous sommes à la fois une commune du littoral avec un port de plaisance et un village de montagne. Et cela génère parfois quelques frustrations. Nous



l'avons d'ailleurs bien vu lors de cette élection. C'est une difficulté supplémentaire dans la gestion.

Mais je crois, que les difficultés apparaissent dès lors que les communes s'étalent dans l'espace. Ce sont des kilomètres de réseaux et des kilomètres de routes qu'il faut gérer. Cela nécessite des investissements supplémentaires, donc de l'argent. D'ailleurs, la nouvelle loi Duflot sur l'urbanisme préconise

des agglomérations de Bastia et d'Ajaccio, la Corse est essentiellement composée de zones rurales, il faut en tenir le plus grand compte.

C'est le cas de votre commune. Elle semble «isolée» dans le rural, bien que proche de Porto-Vecchio. Mais le réseau routier est satisfaisant. C'est un atout pour le développement de Sari-Solenzara ?

Oui, en effet. La commune est facile d'accès, c'est certain. Mais en même temps, nous devons travailler afin que Sari-Solenzara ne soit pas considérée essentiellement comme une sorte de «passage obligé» sur la route.

Il faut que la commune soit suffisamment attractive afin que les gens aient envie de s'arrêter, de profiter, et de prendre conscience du potentiel offert par ce territoire, ainsi que les possibilités de réalisations qu'elle offre.

Nous sommes là au cœur des difficultés de ces communes qui se trouvent sur un axe routier important. Notre travail est d'organiser l'espace de vie «autour de la route», et non pas seulement «le long de la route».

C'est pour cela d'ailleurs que la dualité mer-montagne ne doit pas être considérée comme un problème. Nous devons au contraire créer une véritable synergie entre la mer et la montagne. C'est ce à quoi je m'attache.

Pour en revenir à la politique, mais cette fois à l'échelon régional. Nous connaissons votre position au sein de l'UDI en Corse. Comment analysez-vous le premier tour de ces élections municipales

que l'on ne construise plus que dans les endroits qui sont déjà très concentrés. Cela devrait nous conduire à réaliser des économies environnementales mais aussi en matière d'équipements...

D'un autre côté, il faut veiller à ne pas tomber dans le délire de la mégalopole avec rien autour.

Avec ce système, peut-être qu'un jour, il nous faudra «payer» des gens afin qu'ils restent dans le rural... Car ce rural, il existe, il est là, heureusement ! En dehors des périodes touristiques, et en dehors



qui vient de se dérouler ? Laurent Marcangeli, soutenu par l'UDI, met à mal la citadelle de gauche à Ajaccio, mais dans le même temps, Jean-Louis Milani n'a pas réalisé le score escompté à Bastia...

A Ajaccio, en effet, l'UDI est impliquée dans le rassemblement avec Laurent Marcangeli. Il mène une liste d'ouverture, dont l'UDI est partie prenante. Je tiens à le dire et à le préciser, car la presse a parfois tendance, selon moi, à dire que Laurent Marcangeli mène une liste uniquement UMP.

Mais pour avoir traité ces problèmes avec lui au départ, je sais très bien qu'en réalité, cette liste est le reflet d'un rassemblement de la droite, du centre, et de la société civile. Nous côtoyons dans un projet pour Ajaccio, aussi bien les bonapartistes, que La Nouvelle Corse de Jean-Martin Mondoloni et bien sur l'UMP.

Le député Laurent Marcangeli a réussi à amalgamer les différences, sans les réduire à des conflits d'ego, ce qui ne s'était plus fait à Ajaccio depuis de nombreuses années. Nous constatons aujourd'hui que le résultat est intéressant, qu'il sera même, à mon avis, probablement gagnant !

Je pense donc que l'UDI est armée pour servir la Corse, et réaliser des avancées intéressantes.

A Bastia, la situation est différente, l'UDI est bien sur présente avec

Jean-Louis Milani. La droite revient de loin, de très loin, Il faut le reconnaître, nous avons là-bas moins de réussite.

Mais le contexte est différent, avec des «nationalistes» qui ont su construire une force dans cette ville. La gauche représente également, historiquement, une grande place à Bastia.

Tous ces éléments font que la droite bastiaise, a du mal à s'exprimer. Ceci dit, je pense que Jean-Louis Milani va jouer au second tour un rôle intéressant.

L'UDI était donc en lice pour ce scrutin, aux côtés de Laurent Marcangeli ou Jean-Louis Milani. Cela veut-il dire que la stratégie d'union sera reconduite pour les prochaines territoriales ? Ou bien allez-vous constituer une nouvelle liste autour de ce parti et de votre nom ?

Une étape après l'autre. Je pense que faire une liste ouverte avec Laurent Marcangeli ou Jean-Louis Milani pour les municipales a été une excellente chose. Pour les territoriales, l'UDI doit rassembler sous ses propres couleurs. Je ne resterai pas inerte, j'envisage de mener une liste UDI lors du prochain scrutin des territoriales.

Vous dites que vous serez probablement tête de liste UDI aux prochaines territoriales, certes. Mais conduirez-vous une liste politique



résolument corsiste, ou bien engagée sur une ligne nationale ?

Lorsque je parle de l'UDI, que ce soit clair : je parle de l'UDI de Corse ! Vous connaissez mon parcours, et vous savez d'où je viens... Lors des territoriales de 1998, j'étais dans une ligne résolument corsiste, et, aujourd'hui, je reste dans cette ligne. Car je pense que nous n'avons pas à prendre nos ordres à Paris.

Nous sommes assez grands pour savoir ce que nous avons à faire dans notre Île. Et je suis convaincu que nous le ferons très bien. Je crois aussi que la sortie de crise de la Corse passera par une responsabilisation de nos élus locaux et de nos maires.

C'est très tendance comme idée vous ne trouvez pas ? Nous retrouvons ce discours chez les nationalistes bien sûr, mais aussi à droite et à gauche en Corse...

Si les gens y viennent, tant mieux. En ce qui me concerne, je suis sur cette ligne et je tiens ce discours depuis bien des années.

Au Mouvement pour la Corse, à l'UDF, au MODEM et aujourd'hui à l'UDI, dans chacun de mes engagements, j'ai défendu la thèse du parti corse pour la Corse ! Je ne suis jamais allé -en catimini- prendre mes ordres sur le continent.

Justement, à travers ce discours, est-ce que nous ne sommes pas déjà dans le débat territorial ?

Certainement pas. Même s'il est vrai qu'une élection en cache toujours une autre. Je crois que le scrutin municipal est très important ! Nous allons voter dimanche pour le second tour des élections municipales. Il n'est pas nécessaire, aujourd'hui, de mettre en marche la machine des territoriales.

■ Frédéric Bertocchini

Réactions à chaud de quelques têtes de listes à Bastia et Ajaccio

Dimanche dernier, peu après la fin des dépouillements, et bien souvent dans des ambiances électriques, nous avons rencontré la plupart des candidats aux élections municipales à Ajaccio et à Bastia, afin de recueillir un premier sentiment, une réaction "à chaud". Bien avant les analyses politiques, l'évocation des possibles alliances et la mise en place des stratégies de second tour, les candidats nous ont livré, sans retenue, quelques mots. Des mots qui comptent dans cette campagne, car que l'on soit Ajaccien ou Bastiais, le doute et l'indécision continue de dominer avant le second acte de cette municipale particulièrement disputée. Les citadelles de gauche sont prises d'assaut par les forces réunies de droite, dans le sud, et par les nationalistes dans le nord. Résisteront-elles ?

Ajaccio : Simon Renucci trahi par les enquêtes d'opinions

L'élection municipale ajaccienne a pris un tournant que l'on attendait peut-être pas au soir du premier tour dimanche dernier. La dernière enquête d'opinion annonçait une avance de neuf points pour Simon Renucci, maire sortant de gauche et président de la CAPA. Neuf points ? De quoi voir venir et attendre un second tour en toute tranquillité. Seulement voilà, le scénario rêvé n'a pas été loin de tourner au cauchemar pour l'équipe sortante. Avec une avance de 300 voix environ, soit un peu plus de 1%, Simon Renucci est clairement acculé dans les derniers retranchements de la Maison Carrée. Un résultat d'autant plus inquiétant que la droite dispose d'un petit réservoir de voix : les presque 3% de Jacques Billard, et sans doute un grand nombre de suffrages venus du Front National, dont le leader, José Risticoni, n'est pas parvenu à se hisser au second tour. Dans ce scrutin, et face à un maire sortant menacé, les nationalistes sont au centre du jeu, dans le rôle de l'arbitre. Bien qu'en deçà des espérances, les 10,78% des voix recueillis par la liste d'union, permettront de peser, c'est une certitude, sur le choix du maire de la ville.

► Simon Renucci

D'abord, je constate que je suis en tête au soir du premier tour. Les forces de progrès sont en tête et c'est satisfaisant. Malgré un contexte national difficile, les Ajacciennes et les Ajacciens nous ont placés en tête. C'est donc une marque de confiance. Je tiens à les remercier. Sur le plan pratique, je n'ai jamais obtenu un résultat sans me battre. Nous sommes des combattants. Par conséquent, il est de notre devoir de continuer à le faire. Je suis déterminé et optimiste. Sur le plan purement arithmétique à présent, nous avons gagné 1000 voix. En effet, lors du dernier scrutin, nous avions 750 voix de retard, et aujourd'hui, nous en avons plus de 300 d'avance. Cela est une progression et donc, je suis optimiste pour le second tour. Autre chose importante : nous sommes une force de progrès. Nous appelons de ce fait toutes les femmes et les hommes de progrès à se rassembler autour de notre liste. Le choix est très simple : le retour en arrière ou la marche de progrès que nous avons initié et que nous allons poursuivre grâce à notre victoire dimanche.

► Laurent Marcangeli

Tout d'abord, je voudrais évoquer mon émotion toute particulière car aujourd'hui, en ce jour d'élection, j'ai eu le malheur de perdre un ami, qui est un assesseur dans un bureau de votes à Ajaccio, aux Padule. Sa belle-fille est 14e sur notre liste. Ma première pensée va à sa famille et à ses proches. Concernant le scrutin, je suis très satisfait. Je suis

bien loin des abîmes que l'on me promettait. Les derniers sondages me donnaient neuf points de retard. Aujourd'hui, je suis à cinq fois moins. Je talonne le maire d'Ajaccio qui se trouve à 250 voix devant moi. Je sens qu'il y a une dynamique. Quelque chose qui est en train de naître et qui va se matérialiser la semaine prochaine, c'est à dire, l'alternance, le renouveau, le changement, le fait de donner la responsabilité de la gestion de la ville à une autre équipe. Mais ce n'est encore gagné, c'est pourquoi j'appelle les Ajacciennes et les Ajacciens à faire le choix du changement dimanche prochain. C'est un choix clair, un choix simple, et je serai celui qui l'incarnera. Je crois que celui qui peut apporter la voie du changement aujourd'hui, c'est moi, avec mes amis, et avec l'équipe que j'ai l'honneur de conduire.

► José Filippi

Nous avons fait ce qu'il fallait pour avoir un résultat qui nous permette d'être présents au second tour. Je crois que nous avons aujourd'hui une présence sur Ajaccio et sur le conseil municipal qui n'était plus celle qu'il fallait depuis maintenant plus de treize ans. Aujourd'hui, le démarche Aiacciu Città Nova est très récente, puisque cette dernière a cinq mois seulement. En cinq mois, nous avons constitué une équipe de travail, un mouvement, avec les résultats que vous connaissez. Je crois que tout cela laisse augurer de bons espoirs pour l'avenir. Une chose est certaine, lorsqu'on observe la situation, c'est qu'aujourd'hui nous sommes dans

une position stratégique extrêmement intéressante. Nous avons des idées, nous avons un programme et je crois qu'aujourd'hui nous sommes en mesure de faire passer ces idées, et de nous imposer. Les nationalistes ne comptaient plus, et ce depuis un certain nombre d'années sur Ajaccio, et désormais, ils vont jouer un rôle essentiel. Maintenant, il est vrai que nous pouvons aussi espérer un meilleur résultat, tant en nombre de voix, qu'en pourcentage, mais le contexte est complètement différent. Nous ne pouvons pas comparer ce qui est incomparable. Il y avait trois mouvements en 2008. En comparaison avec ceci, nous pouvons dire aujourd'hui que nous sommes placés au centre de la vie politique à Ajaccio. Nous serons présents, nous assisterons au débat, nous allons apporter nos idées et nous allons peser très fortement sur la vie municipale ajaccienne.

► José Risticoni

Nous sommes partis de rien, et nous avons aujourd'hui un mouvement qui se trouve en pleine restructuration à Ajaccio. Nous demeurions sur des résultats qui étaient très satisfaisants à l'échelon national, mais aussi pour les législatives. Aujourd'hui, nous nous situons autour de 8,5% sur la ville d'Ajaccio. Cela signifie que nous nous inscrivons de plus en plus dans le paysage politique corse. Nous nous situons seulement à deux points de la liste nationaliste qui est implantée depuis extrêmement longtemps dans cette ville. Nous sommes donc très satisfaits,

car ce sont 2000 Ajacciennes et Ajacciens qui ont emprunté la voie que nous leur avons proposé. Ce résultat est donc plein de promesses pour l'avenir. Nous savons enfin que les scrutins locaux sont très compliqués. Cela est d'autant plus vrai que notre appareil politique est jeune, ici à Ajaccio. Tout cela est très encourageant pour la suite, d'où notre satisfaction.

► Anne-Marie Luciani

Nous ressentons une faible déception. Nous pensions raisonnablement franchir le cap des 5% lors de ce scrutin. Ce cap nous aurait per-

mis de jouer un rôle important lors du second tour. Malheureusement ce ne sera pas le cas. Mais d'un autre côté, nous avons tout de même réuni 900 voix environ, sans aucun parti derrière nous, sans appareil et sans moyens, avec une équipe militante. Cela signifie que 900 personnes ont adhéré à notre démarche citoyenne. Je pense qu'il s'agit là d'un score tout à fait honorable pour une première élection en ce qui nous concerne. Ce n'est que le début d'une histoire politique, et peut-être la naissance de quelque chose qui pourrait nous conduire à un mouvement de gauche sur Ajaccio. Je suis donc plutôt satisfaite et

confiante en l'avenir. Concernant notre candidature et la position du maire sortant, je crois que nous n'avons pas à culpabiliser de quoi que ce soit. Nous n'y sommes pour rien si l'écart est faible entre le maire sortant et Laurent Marcangeli. En ce qui nous concerne, nous avons proposé une liste et une démarche qui se trouvent clairement à gauche et c'est vraiment l'essentiel.

► Jacques Billard

Oui, je suis déçu, parce que je m'aperçois que le message n'est pas bien passé auprès des Ajacciennes et des Ajacciens. Mais ce

n'est pas une déception en tant qu'individu. C'est surtout une déception pour la ville d'Ajaccio. Je crois que nous avons des idées, des propositions intéressantes, une vision pour cette ville. Mais nous sommes rentrés dans une logique de partis avec l'installation d'une bipolarisation de la vie ajaccienne, comme cela est le cas au niveau national. Pour le second tour, je n'oublie pas que nous sommes libéraux avant tout. Nous nous positionnons donc en faveur de la famille libérale à laquelle nous appartenons, et à ce titre nous soutiendrons la liste conduite par Laurent Marcangeli.

Bastia : Jean Zuccarelli plus que jamais en grand danger

La première chose à retenir du premier tour de l'élection municipale à Bastia est bien entendu le taux de participation. On savait les Bastiais passionnés par le débat et la lutte âpre de la campagne, mais avec 17.250 votants, le décors était bien planté, bien avant le début du dépouillement. Si les sondages avaient tout faux pour Ajaccio, à Bastia en revanche, on retrouvait, sur le coup des 20h00, les tendances esquissées dans les médias depuis des mois. Si Jean Zuccarelli termine en tête de ce premier tour, il faut reconnaître que cette avance n'est que symbolique tellement elle est infime. Ce dernier se trouve au coude à coude avec Gilles Simeoni, porté par une dynamique incontestable. Ce dernier a plus que doublé son score de 2008. Derrière ces deux candidats, se trouve François Tatti. Ce dernier réussit son pari de s'inviter au second tour et ainsi de peser de tout son poids sur l'élection. Un scrutin à suspense comme Bastia n'en avait plus connu depuis des lustres.

► Jean Zuccarelli

Je crois que ce qui est important, c'est que nous sommes en tête. C'est un point majeur. Il me semble que Gilles Simeoni avait dit qu'il serait devant au soir du premier tour, et on se rend compte qu'il ne l'est pas. De ce fait, je remercie les électrices et les électeurs qui dès le premier tour nous ont fait confiance. Je remarque ensuite que les forces qui se réclament de cette majorité municipale sont majoritaires. Si on élar-

git à l'ensemble des forces qui se reconnaissent dans les valeurs républicaines, on se rend compte que, puisque nous sommes arrivés en tête, nous devons à présent fédérer l'ensemble des forces pour proposer une majorité cohérente aux Bastiais. On remarque que Gilles Simeoni et les nationalistes en général sont très largement minoritaires. Il me semble qu'il n'est pas en position de constituer une majorité cohérente autour d'un projet de valeurs partagées. Ceci fait que nous sommes extrêmement confiants pour le second tour. Nous appelons tous les électeurs qui se reconnaissent dans les valeurs de progrès et qui souhaitent que Bastia continue à aller de l'avant, se modernise et soit une ville toujours plus dynamique, à se réunir autour de notre liste.

► Gilles Simeoni

C'est un résultat exceptionnel. Si l'on regarde un instant en arrière, nous nous rendons compte que nous avons doublé notre score, en pourcentage, par rapport à 2008. Nous avons réalisé 15% la dernière fois, et là, nous obtenons plus de 32%. Mais c'est surtout en nombre de voix que notre progression est fulgurante, puisque le taux de participation est de plus de 80%. Nous passons de 1300 voix à 5500 ! C'est une progression phénoménale qui je crois est sans précédent. Mais au-delà de la satisfaction, je tiens à remercier mes colistiers et colistières, tous les militants, et surtout les électrices et les électeurs qui ont permis ce résultat. Enfin, je constate de Jean Zuccarelli et Francis Riollacci sont les représentants d'un système qui est à bout de souffle. Un système que les Bastiais ne veulent plus après plus de 50 ans de règne sans partage. De plus, ils ont construit un isolement politique qui est total. Aujourd'hui, il y a sept Bastiais sur dix qui ne veulent plus le système qu'ils incarnent.

► François Tatti

Ce n'est pas une petite victoire, mais une grande victoire. Ce résultat est totalement inattendu pour la plupart des observateurs. Rappelez-vous qu'au début de cette campagne, certains disaient que je n'allais même pas faire 700 voix. Aujourd'hui, nous nous rendons bien compte que la campagne que nous avons initié et qu'ensuite nous avons fait progresser avec Emmanuelle de Gentili porte ses fruits, car il s'agit d'une démarche profonde. Nous avons fait 2500 voix sur Bastia, dans un contexte qui est particulièrement difficile. La participation a été très importante, et dans ce contexte, faire 15% des voix, c'est un score très important. Aujourd'hui, nous allons nous appuyer sur ce résultat, afin de commencer à construire pour l'avenir, car nous en avons vraiment besoin. Les Bastiais ont montré qu'ils ne désiraient pas poursuivre dans un système dynastique. Ils rejettent ce système, et bien entendu, les erreurs de la gauche, j'entends par là le Parti Radical et le Parti Communiste, ont conduit à leur isolement total.

► Jean-Louis Milani

Ce n'est pas un échec, car si vous additionnez les scores des deux candidats de droite, même si je déplore la candidature de division, nous faisons, en pourcentage et en voix, mieux qu'en 2008. Nous nous rendons compte que l'élection de 2008 et celle de 2014 sont deux élections totalement différentes. Cette année, nous étions déjà dans le deuxième tour, avant que le premier ne se fasse. Vous avez bien compris qu'il y avait très peu d'espace entre ceux qui voulaient en finir avec Zuccarelli et qui sont de notre famille politique, et qui ont voulu aller directement à l'essentiel, c'est à dire éliminer Zuccarelli. Les nationalistes ont aussi davantage été présents au conseil municipal.

C'est aussi un fait qu'il faut souligner. En politique, on ne peut prospérer que si on est présent. Quand on est absent, on le paie.

► Eric Simoni

Nous nous sommes retrouvés dans une élection qui était particulièrement difficile. Cette dernière a été très bipolarisée dès le départ. Je remarque que nous avons progressé en voix par rapport à 2008, même si il y avait une très forte participation, ce qui fait que le pourcentage est en légère baisse. Nous avons passé la barre des 5%, ce qui nous rend incontournable pour le second tour. C'est un succès que nous dédions à la mémoire de Pierre-Louis Penciolelli (un colistier malheureusement décédé une semaine avant le premier tour). Ce dernier était un militant exemplaire et un ami. Nous remercions également chaleureusement les électeurs qui se sont dirigés vers notre liste et sans lesquels rien ne serait possible.

► Sylvain Fanti

Avant toute chose, je souhaite remercier l'ensemble des électeurs qui m'ont soutenu, ainsi que l'ensemble de ma valeureuse équipe. Nous avons mené une campagne de terrain, une campagne avec nos valeurs, une campagne de projets, en respectant chaque Bastiaises et chaque Bastiais et tous les candidats. Malheureusement, avec une élection qui a été bipolarisée et avec une forte participation, il a été difficile d'exister. J'appelle désormais la droite à se rassembler afin que les six ans à venir soit la période nécessaire afin de redevenir une force incontestable sur Bastia. En ce qui concerne la suite, je laisse les électeurs libres de leur choix. Ce résultat est un résultat honorable, mais il reste modeste, et je crois qu'il serait déplacé de donner une consigne de vote à ceux qui nous ont fait confiance.

Triangulaire à Ajaccio

La journée de mardi a été particulièrement épique à Ajaccio. En effet, les négociations entre le maire sortant d'Ajaccio, Simon Renucci, ainsi que ses colistiers, et les nationalistes

conduits par José Filippi, ont finalement achoppé au dernier moment, alors que l'union semblait possible. Une sorte de «Je t'aime, moi non plus...» qui a duré tout au long de la journée. Après quelques échanges, déjà, la nuit précédente, les deux parties se sont rencontrées afin de discuter autour de sujets de politique globale, de méthode de gouvernance, mais aussi de la répartition des places et de certains postes au sein de la future municipalité, et de la communauté d'agglomération. Selon Simon Renucci, sept postes d'élus, deux postes d'adjoints, un poste de vice-président, ainsi que la délégation des finances de la communauté d'agglomération du Pays Ajaccien ont été proposés aux nationalistes. Mais cela n'a pas suffi pour sceller l'alliance. Par manque de temps, dit-on. Simon Renucci, José Filippi et Laurent Marcangeli repartiront donc avec des listes identiques, dans une triangulaire pour ce second tour, le député ayant également annoncé de son côté le maintien de sa liste de rassemblement et d'ouverture.

Simon Renucci : «Il nous a manqué un peu de temps pour sceller l'alliance»

Simon Renucci, pouvez-vous nous mettre dans la confiance, et nous raconter comment se sont déroulées les négociations avec les nationalistes dans l'optique d'une alliance pour le second tour des élections municipales à Ajaccio ?

Nous n'avons pas perdu notre temps dans la mesure où nous avons travaillé. Nous ne nous sommes pas vus avant les élections. Ensuite, les campagnes ont été menées, et il est vrai que les nationalistes n'ont pas été très tendres à notre égard pendant cette dernière. Ce qui fait que nous ne nous sommes pas vus avant le premier tour.

Mais ceci étant, un travail a été réalisé. Nous nous sommes rencontrés à plusieurs reprises. Au cours de la nuit de lundi à mardi, puis mardi toute la journée. Nous étions d'accord sur la politique globale à mener. Nous n'avons pas trouvé de grandes divergences sur la gouvernance d'un point de vue général, bien qu'il existait toutefois quelques éléments d'oppositions.

Donc, nous avons vraiment travaillé ensemble sur de nombreux sujets. Puis, nous en sommes venus sur des discussions autour de la représentativité des uns et des autres sur les listes. Vers midi tout d'abord,

nous nous sommes rendus compte que la fusion n'était pas quelque chose de désirée par les deux parties.

Pourtant, notre proposition semblait équilibrée et équitable pour la visibilité, puisque nous propositions sept postes d'élus, deux postes d'adjoints et un poste de vice-président, ainsi que la délégation des finances de la CAPA à José Filippi.

Je pense que notre proposition était honorable et que ça allait déboucher sur quelque chose de faisable. A la suite de cela, nous avons essuyé un refus, car il fallait dans un premier temps, faire part de ces propositions aux militants d'Aiacciu Cità Nova. Entre temps, les nôtres qui attendaient une réponse sont partis. Puis, l'heure est arrivée d'approfondir davantage d'autres propositions et sollicitations, et là, nous n'avions plus le temps de discuter et de constituer une liste. C'était trop tard.

C'est vrai que c'est dommage, mais en contre partie je me suis engagé à ce que dans le cas où Aiacciu Cità Nova serais dans l'opposition, et nous au pouvoir, nous partagerions une forme de responsabilité, une forme de gestion, sur des sujets qui les intéressent et qui, bien sûr, vont dans une gouvernance partagée, dans un dialogue permanent.

Nous pourrions définir ensemble des politiques publiques au service des Ajacciens, et ce afin de répondre à leurs besoins.

Donc, pour résumer, vous étiez d'accord sur la ligne politique, sur les bases de la gouvernance, mais les négociations ont achoppé pour une raison de places ?

Je crois que ce qui nous a manqué, c'est surtout du temps. Certes, nous avons beaucoup discuté des places, mais c'est par manque de temps que nous n'avons pas pu aboutir à un accord.

Nous avons pratiquement résolu ce sujet, mais nous devons faire de nouveau une assemblée générale, afin que tout le monde puisse s'exprimer. Je ne fais jamais les choses seules, sinon vous pensez bien que je peux me retrouver ensuite en difficultés. Cette assemblée générale avait lieu en début d'après-midi.

Le problème, c'est que nous n'avions pas programmé une nouvelle assemblée générale par la suite. Nous pensions que les négocia-

tions avaient été rompues, alors qu'en réalité, elles ont continué tout le long de l'après-midi. Nous nous sommes confrontés à un problème purement technique. Ceci étant, ce n'est pas pour autant que cela est bien, ou pas bien. J'entends par là que pour nous, il s'agit d'une forme de gâchis, certes, mais aussi de malchance. Nous voulions mettre tous les atouts de notre côté, mais nous n'avons pas réussi à le faire.

Vous voilà donc dans une triangulaire pour ce second tour...

Bien entendu, nous comptons sur le bon sens des Ajacciennes et des Ajacciens. Il faut que les gens de gauche viennent voter, et se réunissent autour de notre liste. Il s'agit là d'un autre gâchis.

Beaucoup de gens de gauche n'ont pas voté au premier tour. Aujourd'hui, il faut prendre conscience que nous nous trouvons devant un choix décisif à faire, si nous ne voulons pas faire un retour en arrière, et si nous ne voulons pas que les anciennes méthodes reviennent.

Laurent Marcangeli : «Ma liste est identique à celle du premier tour»

Laurent Marcangeli, quelle est votre position avant ce second tour ?

Je viens de déposer ma liste pour ce second tour des élections municipales à Ajaccio. Il s'agit d'une liste identique à celle que j'ai proposé à l'occasion du premier tour. Nous avons pour objectif de proposer aux Ajacciennes et aux Ajacciens la meilleure équipe et le meilleur projet possible. Je suis satisfait du ralliement de Jacques Billard et de François Filoni. Ces ralliements se sont réalisés sans aucune condition et avec une seule et unique volonté, celle de proposer aux Ajacciens le changement, l'alternance, le renouveau. Ces derniers ont toute leur place à nos côtés. Ils le méritent. Je veux lancer un appel aux Ajacciennes et aux Ajacciens. Nous sommes dans la clarté, la rigueur, l'honnêteté et la dignité. La manière dont nous faisons de la politique aujourd'hui est celle de la transparence. Je suis avec mes amis du premier tour et j'irai avec eux au second. Je suis fier de mon équipe. Je suis fier d'être Ajaccien. Nous allons gagner !

José Filippi : «Les conditions n'étaient pas réunies»

José Filippi, les négociations ont donc achoppé ?

Nous ne sommes pas tombés d'accord avec Simon Renucci et ses colistiers. Nous avons donc déposé notre liste Ajaccio Cità Nova de façon tout à fait normale. Nous nous sommes rendus à ces rendez-vous, tout au long de la journée, à la demande de Simon Renucci.

Et au cours de ces réunions, nous ne sommes pas tombés d'accord sur les modalités que nous avons proposé. Nous sommes donc dans la lignée de ce que nous avons dit durant toute la campagne que nous venons de mener. Et nous allons défendre l'intégrité du programme jusqu'au bout.

Pourquoi cela n'a-t-il pas été possible ?

Disons que toutes les conditions n'étaient pas réunies pour que les négociations aboutissent. Aujourd'hui, nous partons donc tout seul, sous notre propre bannière, dans ce second tour. Aiacciu Cità Nova présente donc exactement la même liste que celle du premier tour.

Maintenant, nous n'avons pas eu les moyens, ou en tout cas la certitude d'avoir les moyens d'appliquer notre programme et les idées que nous voulons mettre en œuvre pour Ajaccio. C'est tout, cela ne va pas plus loin. Mais sinon, tout s'est très bien passé et les échanges étaient très courtois.

Mais nous voyons très bien que nous n'avions pas les conditions matérielles pour les mettre en place. C'est tout.

ICN Informateur Corse Nouvelle

Société d'édition : CORSICAPRESS EDITIONS SAS
Résidence Empereur - 4, rue Impératrice Eugénie
20200 Bastia - ☎ 04 95 32 92 35

www.corse-information.info

Directeur de la publication et de la rédaction :
Paul Aurelli ☎ 04 95 32 89 95

✉ journal@corse-information.info

Conseiller éditorial : Jean Bozzi

Conseiller "Vie locale" : Philippe Giammari

Conseiller "Diaspora" : Christian Gambotti

Conseiller "Cultura e lingua Corsa" : Roland Frias

● Rédaction/Annonces légales/Abonnements :

1, rue Miot (2^{ème} étage) 20200 Bastia

Rédaction ☎ 04 95 32 04 40 ☎ 04 95 32 89 95

✉ journal@corse-information.info

Annonces légales : ☎ 04 95 32 89 92

✉ al@informateurcorse.com

Abonnements : ☎ 04 95 32 89 97

✉ icn-abonnement@orange.fr

● Bureau d'Ajaccio (adresse correspondance) :

21, cours Napoléon BP 30059

20176 Ajaccio cedex 1 - ☎ 04 20 01 49 84

✉ journal@corse-information.info

● Bureau de Paris (adresse correspondance) :

✉ journal@corse-information.info

● Comité de rédaction :

Paul Aurelli, Jean Bozzi, Christian Gambotti,
Philippe Giammari, Roland Frias

Avec la collaboration de : Jeanne Bagnoli, Angèle
Benedetti, Frédéric Bertocchini, Feli Filippi,
Véronique Franchi, Marie Gambini, Jean-Toussaint
Leca, Toussaint Lenziani, Florent Lenziani, Michel
Maestracci, Julien Maestracci, Giacumu-Andria
Mela, Jacques Paoli, David Raynal, Jean-Claude
de Thandt et d'Antoine Asaro

● Relations extérieures/Régie de la publicité

Promotion/événements/Éditions thématiques :

Ajaccio ☎ 04 20 01 49 84 • Bastia ☎ 04 95 32 89 96

✉ jfa@corse-information.info

Impression : AZ Diffusion - ZI Pastoreccia -

Lot. Freymouth 20600 Bastia

Dépôt légal Bastia (à date de parution)

PAO : Studio ICN Bastia - Maquette avec la

collaboration d'Olivesi Graphique 20000 Ajaccio

CPPAP 0314188773 - ISSN 2114-009

Président de CORSICAPRESS EDITIONS SAS : Paul Aurelli

Président du Comité de surveillance : Pierre Pugliesi

Vice-Président : Jérôme Fabro-Aurelli

Membres : Gérard Alexandre, Jean-Noël Amadei,
Jean Bozzi, Christian Gambotti, François Ristorcelli

ICN Informateur Corse Nouvelle® est membre du
SPHR/Syndicat de la Presse Hebdomadaire Régionale
L'Informateur Corse® a été fondé par Louis RIONI†,
Corse Nouvelle® fondée en 1948 et La Semaine
Corse® fondée en 1969 sont protégés par l'antériorité
et les dépôts. Toute reproduction, même partielle, est
interdite sans l'autorisation expresse et écrite de
l'éditeur® (Loi du 11 mars 1957).

ICN Informateur Corse Nouvelle est habilité à la
publication des annonces légales et judiciaires pour
les départements de la Corse-du-Sud et de la Haute-
Corse (Arrêtés préfectoraux). Le prix pour 2014 de la
ligne est fixé à **4,04 € HT** (Arrêté ministériel). Les
conditions de tarifications au lignage et les définitions
correspondantes sont communiquées sur demande à :
gestion@corsicapress-editions.fr

facebook
<https://www.facebook.com/Informateur.Corse.Nouvelle>

La profession d'avocat propose une réforme des interceptions des conversations téléphoniques des avocats

Le Président de la République a reçu le 20 mars 2014,
la représentation nationale de la profession d'avocat.

Le Président du Conseil National des Barreaux (CNB), Jean-Marie Burguburu, Pierre-Olivier Sur, Bâtonnier de Paris et Marc Bollet, Président de la Conférence des Bâtonniers, tous deux vice-présidents du CNB, avec Laurent Martinet, vice-Bâtonnier de Paris, ont fait part au Président de la République des préoccupations de la profession résultant de l'interception des conversations téléphoniques entre un avocat et son client.

En l'état, le droit applicable aux interceptions des conversations téléphoniques ne prévoit pas de garanties suffisantes pour protéger les citoyens et les avocats de la violation du secret professionnel et du droit au respect de leur vie privée, principes essentiels de notre Etat de droit et de toute démocratie.

Plusieurs solutions ont été proposées au Président de la République pour améliorer le régime juridique des interceptions des communications décidées par un juge d'instruction à l'égard de nos concitoyens et en particulier des avocats :

- prévoir que la décision motivée du juge d'intercepter les conversations d'un avocat ne peut être prise que s'il existe, préalablement à la mesure, des indices graves et concordants laissant présumer que l'avocat participe ou a participé à la commission d'un crime ou d'un délit ;
- limiter la durée initiale de la mesure d'interception télé-



phonique et le nombre de ses renouvellements ;

- soumettre la décision du juge d'instruction au contrôle du juge des libertés et de la détention, du Président du tribunal de grande instance ou de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité ;

- prévoir que le Bâtonnier, toujours informé de la décision d'intercepter les communications d'un avocat, soit présent lors des audiences relatives à son renouvellement ;

- limiter la transcription des conversations interceptées à celles faisant présumer la participation de l'avocat à une infraction ;

- interdire en tous cas la transcription des conversations d'un avocat relevant de l'exercice des droits de la défense et couvertes par le secret professionnel.

La profession d'avocat souhaite que ses propositions de modification des articles 100 et suivants du code de procédure pénale soient rapidement discutées et adoptées par le Parlement au terme d'un débat serein.

L'enjeu est la garantie du respect des droits de chaque citoyen, au nombre desquels figurent les droits de la défense et le secret de ses échanges avec son avocat.



**VOTRE ACCÈS
AU REGISTRE DU
COMMERCE ET DES
SOCIÉTÉS !**



infogreffe.fr
Les Greffes des Tribunaux de Commerce

Concours de la Meilleure Baguette de Corse



*Demi-finale
Haute-Corse*

Jeudi 17 Avril 2014

CFA // Furiani
à partir de 17h30

*Demi-finale
Corse du Sud*

Jeudi 24 Avril 2014

CFA // Ajaccio
à partir de 17h30

Finale

Samedi 25 Octobre 2014

Salon du Chocolat & des Délices de Corse
Place St Nicolas // Bastia



www.concoursmeilleurebaguettecorse.com

Retrouvez nous sur facebook



Jean Zuccarelli : «Une véritable honte pour Bastia»

On savait Jean Zuccarelli isolé depuis le début de la campagne municipale à Bastia. Au surlendemain du premier tour, le candidat PRG-PC l'est devenu très concrètement, suite à l'alliance entre les trois candidats qui le suivent au classement des résultats au premier acte. Jean Zuccarelli a tenu à réagir à la suite au pacte politique scellé entre Gilles Simeoni, François Tatti et Jean-Louis Milani. Lors d'une conférence de presse, Jean Zuccarelli s'est contenté d'une courte mais incisive allocution, dans laquelle il attaque ses adversaires, accusés d'alliances contre-nature.

Jean Zuccarelli : «Nous avons assisté à un spectacle désolant, au mariage de la carpe, du lapin et du loup. Je parle de ces trois candidats qui ne partagent ni valeur, ni projet et que tout oppose, et qui ne se rassemblent que pour le partage du pouvoir et pour se répartir des places. Leur seule ambition n'est pas de servir Bastia, mais de se servir de cette ville pour assouvir leurs ambitions personnelles. Cette union, c'est une véritable honte pour Bastia ! Cela traduit également un profond mépris à l'égard des électeurs qui leur ont apporté leur suffrage lors du premier tour. Pour notre part, nous

proposons aux Bastiais, le choix de la clarté et de la cohérence. Cela s'appuie sur un bilan que tout le monde connaît et sur un projet ambitieux, crédible et réaliste pour Bastia. C'est la raison pour laquelle, je suis convaincu que les Bastiais infligeront une sanction sévère lors de ce second tour, contre ces arrangements politiques qui ne sont dictés que par des intérêts personnels. Je lance un appel direct à tous les électeurs bastiais, pour refuser, récuser de telles alliances contre-nature qui pourraient avoir de graves conséquences pour notre ville. C'est une réaction que nous sentons monter

depuis l'annonce de cette alliance, et ce très fortement. L'avez-vous entendu ? L'avez-vous senti dans la ville depuis cette annonce ? Il y a à Bastia un profond rejet de telles pratiques. Ceux-là même qui s'érigent en permanence en censeurs d'un prétendu système, ceux-là même qui se prétendent rénovateurs de la vie politique, se livrent aujourd'hui aux pratiques les plus condamnables de l'éthique et de

la morale politique. Voilà pourquoi nous sommes confiants dans la sagesse des Bastiais qui, j'en suis persuadé, sanctionneront cette attitude et feront le choix de l'avenir et du progrès, dans la clarté et la cohérence pour Bastia.» ■



Jean-Louis Milani : «Cette liste est une vraie fusion de compétences»

Même s'il n'a pas passé le cap des 10% au premier tour du scrutin municipal à Bastia, Jean-Louis Milani sera néanmoins présent pour le second tour. Ce dernier a rejoint, en effet, François Tatti, puis Gilles Simeoni, afin de renforcer la fronde anti-Zuccarelli. Selon lui, il faut savoir mettre ses valeurs «au placard» dans l'intérêt de Bastia. Mais cela ne veut pas dire qu'il renonce à ses idéaux libéraux.

Jean-Louis Milani, vous voilà au cœur d'une alliance très large et très ouverte. Comment cela s'est-il passé ?

Si vous vous rappelez de l'intitulé de ma liste au premier tour, vous allez tout comprendre. Ma liste s'intitulait "Bastia avant tout". Donc, en ce qui concerne ma démarche, elle a été dictée par cette seule considération. J'ai mis mes idées au placard, sans pour autant y renoncer. Ce n'est pas du tout le cas. Je ne renonce pas à mes idéaux de droite et à mes valeurs républicaines, mais j'ai mis mes valeurs au placard, dans l'intérêt

de ma ville, de servir Bastia et avec la volonté de faire avancer les choses au niveau de la démocratie et de la gestion de notre ville.

On entend dire qu'une alliance de ce type, qui serait contre-nature, serait vouée à l'échec. Qu'en pensez-vous ?

Non, non, pas du tout. Nous mettons les partis entre parenthèses. Le seul parti aujourd'hui que nous prenons, est celui de Bastia.

Qu'en est-il au niveau des compétences ? Avez-vous eu cer-

taines garanties à ce niveau là ?

Je suis content que vous me parliez de compétence. Car effectivement, il y a de la compétence sur la liste que nous avons constitué. C'est une vraie fusion de compétences. Au stade où nous sommes aujourd'hui, il n'y a pas eu de répartition de rôle de façon concrète. Mais il y a une somme, une addition de compé-

tences qui est non négligeable et qui va se mettre au service de la gestion de notre ville. ■



Gilles Simeoni : «Il faut avoir le courage de s'ouvrir vers des gens qui ne partagent pas vos idées»

L'élection municipale bastiaise 2014 restera sans doute dans les mémoires. Après une campagne âpre, souvent acide, quelquefois agressive, les stratégies de second tour se sont mises en place, dès le lendemain du premier tour de scrutin. La première alliance a été scellée lundi, François Tatti, Emmanuelle de Gentili et Jean-Louis Milani. Puis, le lendemain, mardi, peu avant le dépôt des listes officielles, Gilles Simeoni est entré dans la danse, rejoignant la fronde des «anti-Zuccarelli». Le leader nationaliste se retrouve donc à la tête d'une solide coalition afin d'aborder ce second tour, laissant derrière lui Eric Simoni et les indépendantistes, et surtout son opposant, Jean Zuccarelli, complètement isolé.

Le courage politique

Gilles Simeoni, vous voilà tête d'une liste d'une alliance avec François Tatti, Emmanuelle de Gentili et Jean-Louis Milani en vue du second tour des élections municipales à Bastia. Difficile de faire plus large non ?

Sincèrement je ne m'attendais pas à cette configuration, mais depuis que je me suis engagé en politique, j'ai la conviction profonde qu'en Corse et particulièrement à Bastia, il faut avoir du courage politique. Il faut avoir le courage de se rapprocher de gens qui ne partagent pas forcément toutes vos idées et toutes vos opinions. Comme je l'ai dit bien souvent pendant cette campagne, nous devons essayer de construire des ponts, plutôt que d'ériger des murs.

C'est ce que nous avons fait, puisque nous avons écouté le message très fort qui a été délivré au premier tour de scrutin par les électrices et les électeurs bastiais. Ces derniers nous ont dit une chose importante : nous voulons le changement et nous ne voulons plus du système qui est en place depuis cinquante ans. Nous ne voulons plus de ces chantages à l'emploi, des pressions de toutes sortes, des bons alimentaires que l'on distribue, des histoires de fraudes électorales, etc... Nous ne voulons plus de tout cela. Mais fondamentalement encore, nous sommes dans l'attente et dans l'espoir, véritablement, d'une ouverture vers une nouvelle ère pour Bastia. Voilà ce qui nous a déterminé à faire le choix de cette fusion de listes et de cette union. C'était la garantie la plus sûre de pouvoir proposer aux Bastiais l'alternative victorieuse qu'ils attendent.

Nous sommes unis pour un contrat de mandature

Vous êtes donc aujourd'hui allié à François Tatti, qui par le passé a combattu vos idées et les nationalistes. Vous ne craignez pas d'entendre des grincements de dents, notamment du côté des indépendantistes ?

Nous n'avons rien caché, ni tu, y compris dans la préparation ni dans la formalisation de cet accord, de nos différences. Ces dernières restent profondes. Je ne demande pas à François Tatti de ne plus être républicain. A sa fa-



çon, et comme il l'affirme. Il en est de même pour Jean-Louis Milani. De la même façon, on ne peut pas me demander de ne plus être nationaliste. Mais nous avons fait le choix de nous unir autour d'un contrat de mandature.

Rompre avec le système

Nous avons fait le choix de donner à la ville de Bastia et au peuple de Bastia, la possibilité de rompre avec le système en place depuis cinquante ans. Mais aussi la possibilité d'engager la ville sur un chemin nouveau, celui de l'espoir et du développement. Alors bien sûr, toutes les forces politiques ne sont pas présentes dans cette union. Mais comme je le disais, ceci est un point de départ. Le chemin que nous ouvrons et le sillon que nous avons tracé a vocation à s'élargir. Je pense qu'à travers la dynamique de victoire et de changement que nous allons impulser à partir de dimanche prochain, nous agrégerons encore dans les semaines, les mois et les années à venir.

Il n'a donc pas été possible d'inclure les indépendantistes dans cette alliance ?

Vous savez que l'accord les concernant a échoué sur la question de la violence clandestine. En ce qui me concerne, je n'ai pas changé d'avis.

Nous faisons le choix de l'action démocratique

J'ai toujours affirmé, qu'à Insemeper Bastia, nous sommes pour le choix exclusif de l'action démocratique. Mais dans le même temps, je continue de dire et d'affirmer que personne n'avait intérêt en Corse à chercher à marginaliser ou à exclure qui que ce soit. En conséquence, cela n'a pas été possible aujourd'hui, mais je crois qu'il appartient aux uns et aux autres, de faire les pas nécessaires, et de faire sa part de chemin, pour que la Corse sorte définitivement des logiques d'opposition, et qu'elle entre sur un chemin qui soit celui de l'apaisement, celui de la réconciliation, et qui soit aussi le chemin de la construction. Je crois que c'est dans cet état d'esprit que nous allons travailler, et je pense qu'à travers la victoire que nous allons confirmer dimanche, nous allons rendre beaucoup de futurs possibles. ■ AF

VOTRE ACCÈS
AU REGISTRE DU
COMMERCE ET DES
SOCIÉTÉS !



François Tatti : «Un accord politique dans lequel chacun gardera ses convictions»

François Tatti a donc rejoint Jean-Louis Milani, dans un premier temps, puis Gilles Simeoni dans un second, afin de constituer une liste d'union pour le second tour des élections municipales à Bastia. Ce dernier défend sa position, expliquant que chacun gardera ses convictions profondes dans cette alliance. Selon François Tatti, tous ceux qui composent cette alliance politique ont un projet commun : celui de renverser un système

François Tatti, pourquoi cette liste d'union au second tour ?

Aujourd'hui, je fais le constat, comme beaucoup de Bastiais, que la volonté de changement s'est exprimée dimanche dernier. Cette volonté de changement, je l'ai demandé et je l'ai souhaité. La liste de gauche que je conduisais l'a incarné de manière très forte, et même inattendue par beaucoup d'observateurs. Aujourd'hui, fort de ce constat, il est naturel, que toutes les forces qui veulent changer les choses dans cette ville, se rassemblent, pour travailler ensemble et pour construire sur la base d'un socle commun, de gouvernances et de projets, l'avenir que nous voulons porter. Chacun reste fort sur ses convictions. Je suis de gauche. Je suis un démocrate. Et mes convictions républicaines sont toujours présentes et le resteront y compris dans mes actions à l'assemblée de Corse.

A la mairie de Bastia, nous avons un pacte de gestion, un contrat de mandature, dans lesquels c'est la mairie de Bastia que nous allons porter, sans que chacun mette de coté ses convictions et sans qu'elles soient prises en otage par

l'une ou l'autre des forces politiques. Concernant mes électeurs, c'est à dire ceux qui ont voté pour nous au premier tour, ils doivent comprendre que le prolongement naturel de ce que nous avons fait au premier tour doit se traduire aujourd'hui par cet accord politique majeur. C'est un accord politique, qui certes, peut être discuté, mais sur les fondamentaux, il n'y a rien qui nous sépare. Le premier fondamental, c'est Bastia. L'avenir de Bastia. Nous avons un projet dynamique, dans lequel la population tout entière se reconnaît, et pas seulement une catégorie de personnes. C'est ça qui nous anime aujourd'hui. En tant qu'homme de gauche, je suis convaincu que la vraie force de cette union, c'est que chacun conserve ses valeurs et les défend. C'est comme cela que nous devons construire. Ce n'est pas en allant dans des diktats d'appareil qui jusqu'ici nous ont conduits à la sclérose et à l'enfermement.

Comment allez-vous faire pour marier trois projets en un seul ?

Vous allez voir, très simplement, lorsque nous allons présenter la synthèse de nos travaux, combien



il a été facile de rassembler. A propos des fondements, nous nous sommes rendus compte que beaucoup de choses étaient comparables. Cela a été d'une très grande simplicité, même si nous y avons travaillé toute la nuit. Nous avons travaillé de façon sérieuse. Mais vous allez voir que notre projet est fort. Si nous le mettons en œuvre, c'est vraiment le projet qui fera avancer Bastia. Nous sommes dans une dynamique politique. A partir de ce premier tour, nous avons plusieurs possibilités. Soit considérer qu'il ne fallait pas prendre en compte la forte volonté de changement qui s'est exprimée. A ce moment là, nous aurions pu rester sur nos positions et ne pas tenir compte de ce résultat. C'était une possibilité, mais ce n'est pas la mienne. Ce n'est pas celle que les Bastiais choisiront. Aujourd'hui, nous devons prendre le constat du résultat du premier tour pour construire le deuxième tour. Il est donc fort logique, que constatant ce résultat, nous en avons pris acte. Ca me semblait normal de le faire.

Avez-vous trouvé des accords concernant les postes d'adjoints et président de la CAB ?

Il y a des discussions qui se sont amorcées. Mais très clairement, aujourd'hui, ce n'est pas ce qui fonde notre accord. Nous allons continuer de travailler et continuer de construire cette démarche. Vous me parlez de la communauté d'agglomération de Bastia, vous savez très bien que les élus de Bastia ne sont pas les seuls à siéger, et qu'il y a d'autres communes qui sont membres de cette communauté d'agglomération. Nous ne pouvons donc pas dire, qu'untel ou untel aura tel ou tel poste dans cette association. Ce serait manquer de respect aux autres maires, avec lesquels, au contraire, nous voulons travailler. Pour l'instant, nous nous en tenons à construire une démarche commune. Chaque sensibilité est respectée dans cette nouvelle liste. A partir de là nous allons commencer à construire les répartitions de responsabilités.

■ AF

www.zilia5g.com

zilia 5G
eau de source
des montagnes corses

*L'eau de source Corse à portée de main !
Un système agréable et convivial
Une utilisation très simple
Idéale été comme hiver, froide ou chaude*

Fontaine à eau de source Corse

FUNTANA CORSA
(Haute Corse)
☎ 04.95.30.94.39
Fax : 04.95.30.94.52
Courriel : anne-marie.fratani@wanadoo.fr

SODIFO
(Corse Du Sud)
20090 AJACCIO
☎ 04.95.10.79.31
Fax : 04.95.22.68.04
Courriel : sodifo@wanadoo.fr

Dominique Alzeari : «*Nous ne négligerons aucune piste*»

L'enquête débute après l'assassinat de Jean Leccia, directeur général des services du Conseil Général de la Haute-Corse. Ce dernier, âgé de 53 ans, a été pris pour cible par un ou plusieurs tireurs à moto. D'après les premiers éléments de l'enquête, la victime revenait de San Gavinu di Fiumorbu où sa fille se présentait aux élections municipales. Selon le procureur de la République de Bastia, Dominique Alzeari, toutes les pistes seront étudiées pour retrouver le ou les assassins. Pour l'heure, aucune piste n'est privilégiée.

Dominique Alzeari, comment a débuté l'enquête après ce nouvel assassinat qui endeuille la Corse ?

Sur cette affaire, nous pouvons dire dans un premier temps qu'elle est très complexe. Nous travaillons sur les investigations à la fois techniques, les constatations, le travail médico-légal avec une autopsie qui a été réalisée, ainsi que tout le travail de balistique qui était toujours en cours, plus de douze heures après la découverte de ce crime. D'autre



part, les investigations se poursuivent sous la direction du parquet de Bastia. Bien évidemment, ceci en lien avec la GIRS de Marseille, mais aussi, en début de matinée, avec la section antiterroriste de Paris, qui bien entendu ne s'est pas saisie à cet instant. En tout cas, il y a un lien constant avec la GIRS, sous la direction du parquet de Bastia. Tout cela en synergie entre la DRPJ et la section de recherche d'Ajaccio qui met des moyens très importants.

Quelle piste privilégiez-vous pour l'instant ?

A ce stade là, je pense que c'est complètement prématuré, et même désinvolte, de vous répondre que nous privilégions une piste. Ce que je relève pour l'instant, c'est que nous n'avons pas de motifs ou de pistes immédiates et évidentes à exploiter. Dans le cadre des activités de la victime, au sein du Conseil Général de la Haute-Corse, ce haut fonctionnaire était connu comme quelqu'un de responsable et de compétent. Nous l'avons déjà entendu, en sa qualité de chef de ser-

vice, dans des affaires relatives au pôle économique et financier. Une fois en tant que témoin assisté, et une fois en tant que témoin, et avec tout le recul et la sérénité qui s'imposaient dans ce genre de dossiers qui sont aussi très complexes.

Où en sommes-nous dans l'enquête pour l'instant ?

A l'heure où nous parlons, c'est surtout un travail très intense que nous réalisons dans l'environnement. C'est un travail technique d'investigations pures qui est actuellement en cours. Mais je le répète, nous n'avons pas de pistes ou d'orientation précise, car nous devons garder toutes les éventualités ouvertes, qu'elles soient de niveau professionnel, ou même personnel, avec toute la difficulté et la dignité qu'il faut savoir garder dans ces moments là. En ce qui concerne ce dossier, nous restons saisi des investigations qui ne font que débuter.

Quelles sont les premières constatations suite à cet assassinat ?

Nous avons le constat de l'exécution d'une personne qui avait des



fonctions importantes, puisqu'il s'agit d'un haut fonctionnaire. Des élus ont également été assassinés par le passé, mais au stade où nous en sommes, nous ne pouvons pas faire le moindre rapprochement objectif entre ce crime et d'autres affaires du même type. Quant aux éléments que nous avons, nous savons que monsieur Leccia a été atteint de plusieurs projectiles de calibre assez important. Ces projectiles font actuellement l'objet d'une analyse. La victime circulait seul, dans son véhicule, en direction de Bastia. Il a été découvert par de simples témoins. Ces derniers ont tout d'abord cru à un accident avant d'alerter les secours. Maintenant, il est important de dire que nous n'avons pas de témoin direct des faits au stade de notre enquête.

Une querelle de voisinage tourne au drame à Poghju di Venacu

C'est un crime abominable qui a créé un émoi certain à Poghju di Venacu le week-end dernier. En effet, une femme de 83 ans, et son fils de 50 ans, ont été assassinés. Tout a commencé le vendredi 21 mars 2014 lorsque l'autre fils de la victime, inquiet de ne pas avoir des nouvelles de sa mère et ayant constaté la présence de traces de sang dans son appartement, a déclaré sa disparition à la gendarmerie. Après deux jours de recherche, les corps ont été retrouvés à cinq kilomètres des lieux du crime, non loin de la gare de Poghju di Venacu. Les premières constatations font état de blessures mortelles par balles. Puis, un couple a été interpellé et placé en garde à vue. Au terme de cette audition, le principal suspect, âgé de 39 ans, a été mis en examen pour homicide volontaires, et sa compagne, âgée de 27 ans, pour recel de cadavres et altération du lieu du crime. La piste de la querelle de voisinage est privilégiée par les enquêteurs, même si le suspect continue de nier, et ce malgré les accusations de son épouse. Une sordide affaire que nous raconte Jean-Luc Lennon, vice-procureur de la République de Bastia.



Jean-Luc Lennon, où avez-vous retrouvé les corps des victimes exactement ?

Les corps ont été retrouvés à cinq kilomètres environ des lieux des faits, sur la commune de Poghju di Venacu. Les faits se sont passés vendredi 21 mars en fin d'après-midi. Au début, il s'agissait vraisemblablement d'un simple conflit de voisinage. Les premiers éléments recueillis par les enquêteurs nous permettent de le penser en tout cas. Il se trouve que le témoignage de la femme de ce couple impliqué - cou-

ple qui a été placé en garde à vue avant d'être présenté à un juge d'instruction - a été déterminant. Cette femme a reconnu que son mari a utilisé une arme de poing qu'il conservait à son domicile pour faire feu, à la fois sur une femme âgée de 83 ans, et sur son fils.

Quel est le mobile selon vous ? Une querelle de voisinage ?

Cette femme se plaignait déjà, depuis manifestement plusieurs semaines, voire plusieurs mois, de bruits de voisinage, qui pourraient être des nuisances sonores occasionnées par les

enfants qui vivent dans le logement situé juste au-dessus du sien. Il s'agit d'un pavillon qui a été transformé en logement social. Cette femme vivait seule au rez-de-chaussée, alors que le couple et les trois enfants vivaient dans un appartement qui avait été spécialement aménagé à cet effet. Ils ont donc été placés en garde à vue et cette dernière a été levée. Cette garde à vue a débuté samedi dernier à 18h25 et s'est terminée lundi, par la présentation devant un juge d'instruction dans le cadre de l'ouverture d'une information judiciaire.

Quelle a été la position du suspect lors de sa garde à vue ?

Le suspect ne reste pas muet. Il n'a pas souhaité conserver le silence comme la loi le permet. Il nie farouchement les faits. Il ne s'explique pas et ne veut pas s'expliquer. Il considère avec force que ces faits n'ont pas été commis par lui, et ce en dépit des déclarations de sa femme, et même en dépit de la confrontation qui l'a opposé à celle-ci. Il reste donc dans une position fixe à laquelle il ne veut pas déroger.

France-Alzheimer : un manifeste pour veiller à la dignité de l'homme

2014 sera une année décisive pour les trois millions de personnes directement touchées par la maladie d'Alzheimer. En effet, un grand projet de réforme sur la perte de l'autonomie a été annoncé par le Premier ministre Jean-Marc Ayrault. Cette réforme avait fait l'objet de plusieurs reports successifs ces quinze dernières années. 2014 devrait, cependant, voir l'aboutissement d'une loi d'orientation et de programmation pour l'adaptation de la société au vieillissement. Cette loi, annoncée fin 2013, est aujourd'hui soumise à l'avis du Conseil Économique Social et Environnemental (CESE) qui devrait rendre ses décisions incessamment sous peu. En attendant, sur le terrain l'association France-Alzheimer, reconnue d'utilité publique, s'est engagée à porter la voix des personnes malades et de leurs proches en lançant aujourd'hui une vaste campagne de sensibilisation et de mobilisation. Cette campagne s'appuie sur un Manifeste structuré autour de sept revendications concrètes. En Corse-du-Sud, ces préconisations ont été présentées par Marie-Josée Joly, présidente de France-Alzheimer Corse-du-Sud et Jean-Marc Cresp, psychiatre et vice-président de l'association. L'occasion de constater aussi que les inégalités territoriales face à la dépendance sont importantes. La Corse dans ce domaine est donc fort mal lotie.



Un Manifeste indispensable pour une maladie aux multiples dommages collatéraux

La maladie d'Alzheimer peut être qualifiée de «double peine» comme l'a déjà souligné Marie-Josée Joly. Une maladie qui, outre le malade, impacte et fragilise les familles. En effet les familles souffrent de grandes difficultés financières, liées au coût exorbitant de la prise en charge moyenne en EHPAD 2500 €, variable selon la région. Ainsi dans son Manifeste 2014, France-Alzheimer préconise sept contributions qui visent à renforcer la solidarité nationale : refuser le recours à la succession pour rembourser une partie de l'allocation personnalisée d'autonomie (touchée par un malade de son vivant) ; diminuer le reste à charge des familles de malades, à domicile ou en résidence ; égaliser les aides entre les personnes de moins de 60 ans (plus avantageuses et qui relèvent du handicap) et celle de plus de 60 ans (qui relèvent de l'autonomie) ; harmoniser le versement de l'Aide Personnalisée à l'Autonomie en la gérant nationalement ; harmoniser les avantages fiscaux entre le maintien à domicile et le séjour en établissement. Ces mesures sont aujourd'hui plus que jamais primordiales dans une société en crise. Car de nombreux malades enga-

gent la totalité de leur retraite dans leurs soins. 70 % des dépenses sont prises en charge par les malades et leur entourage... En effet, la maladie nécessite une organisation, des traitements et des dispositifs particuliers. Une réalité qu'il est temps que les pouvoirs publics prennent à bras le corps.

Des associations en grande difficulté

Les malades et leurs familles, ainsi que les associations qui se battent pour eux semblent souffrir d'un grand isolement. La maladie fait

peur, angoisse. La perte d'autonomie et de maturité neurologique touchent à la dignité de l'homme et le fragilisent peut-être plus que dans d'autres pathologies.

Ainsi, les associations comme France-Alzheimer sont loin d'être richement dotées et ont besoin d'aide. En Corse du Sud, celle-ci est aujourd'hui à la recherche d'un local qui fait cruellement défaut. Un local suffisamment grand et accessible, pouvant accueillir les malades et leur famille, sans pour autant entamer le budget de l'association qui a besoin d'argent pour le mettre en plusieurs activités in-

dispensables dans son aide aux malades et aux familles, comme les cafés-mémoire, les accueils de jours, les haltes-relais dont le but est à chaque fois l'échange et la main tendue aux malades et aux aidants.

Un appel est lancé depuis le début de l'année aux pouvoirs publics (mairies, Collectivité Territoriale, Conseil Général...) mais aussi aux particuliers, entreprises, qui pourraient avoir un local adéquat pour un loyer raisonnable. Cependant l'association ne reste pas dans une position attentiste puisque, le 15 mars dernier afin de récolter des fonds, un loto a été réalisé pour trouver les moyens de mettre en place des activités pour la stimulation des malades.

I setti rivendicazioni par a riforma ghjusta

Francia Alzheimer è Malatii Apparintati, portavoci da vint'ottu anni di i parsoni malati è di i so famiglii, ghjira i setti chjappelli incù u «Manifestu Francia Alzheimer 2014» par una riforma adattata à i bisogni cuncreti di i famiglii. L'Associu hà fattu valè un certu numaru di prupusizioni à u Governu pà migliurà u parcorsu di a cura.

- 1- Rinfurzà a solidarietà nazionali
- 2- Ricusà u ricorsu nant'à u patrimoniu
- 3- Appuculi u restu à pattu di u duminiciliu
- 4- Diminui u restu in caricu in stabilimentu
- 5- Toglie l'impidimentu attimpatu à i sissant'anni
- 6- Rivucà a sparità tarritorial di pettu à l'Allucazioni Personalizzata d'Autunumia
- 7- Amunizzà i vantaghji fiscali

Indirizzu di u Manifestu : <http://www.francealzheimer.org/>

Marie-Josée Joly, Présidente de France-Alzheimer, infirmière

«Notre but est donc de faire preuve de solidarité envers les familles, de promouvoir la recherche scientifique, dédramatiser l'approche sociétale de la maladie, de faire respecter la sécurité de nos malades et leur dignité en toutes occasions».

Quel type de structure est France-Alzheimer ?

Nous faisons partie d'une fédération d'associations, que l'on nomme Union France Alzheimer, cette entité a été créée en 1985 à l'initiative de familles de personnes malades de la maladie d'Alzheimer et de professionnels de la santé. L'Union France Alzheimer est composée d'associations départementales comme la nôtre, ce qui crée un véritable maillage du territoire ainsi que les DOM TOM. Notre association est de type loi 1901 à but non lucratif. Ainsi l'histoire de l'association est intimement liée à la notion de bénévolat et aussi un engagement pour soutenir les familles concernées par la maladie. Notre but est donc de faire preuve de solidarité envers les familles, de promouvoir la recherche scientifique, dédramatiser l'approche sociétale de la maladie, de faire respecter la sécurité de nos malades et leur dignité en toutes occasions. Nous sommes aujourd'hui la seule association s'occupant de la maladie d'Alzheimer et des maladies apparentées, reconnue d'utilité publique dans ce domaine, ce qui nous confère une légitimité particulière et nous pouvons ainsi recevoir des dons et des legs. C'est très important parce que 80 % de nos ressources sont financées par des dons, des adhésions, des manifestations comme la Journée Mondiale de la maladie d'Alzheimer, la quête nationale, des legs et 20 % par des partenariats. Certains pensent que nous sommes richement dotés, alors que nous nous appuyons sur la générosité du public.

Quel type de missions accomplissez-vous au quotidien dans le département de Corse-du-Sud ?

Dans un premier temps nous assurons l'écoute téléphonique et l'accueil physique, lors des permanences qui se passent à la Mairie annexe de Mezzavia. Nous avons aussi créé l'Accueil de jour «SERENITA» recevant 15 malades qui est maintenant autonome et ne fait plus partie du réseau France-Alzheimer. Nous sommes aussi à l'initiative d'événements récurrents comme les cafés-mémoires, une fois par mois au café Le Globo, place du Diamant. Les haltes-relais pour prévenir le risque d'épuisement, afin de maintenir et restaurer le lien social et de lutter contre l'exclusion des personnes malades. Nous proposons pareillement des groupes de paroles animés par un psychologue qui permettent aux familles de se rencontrer et d'évoquer leurs difficultés, d'où un meilleur accompagnement de la personne malade. C'est également dans cette optique que nous avons mis en place la formation des aidants qui apporte à ces derniers des outils essentiels pour la compréhension de la personne malade. C'est un lien relationnel entre l'aidant et l'aidé. Tous ces dispositifs collectifs sont enrichissants. Enfin, l'association F.A. est fortement impliquée dans le développement des thérapeutiques non médicamenteuses. Cependant, il n'est pas question d'opposer les thérapies médicamenteuses aux thérapies non médicamenteuses, elles sont complémentaires. Nous savons que le traitement de la maladie d'Alzheimer n'est pas curatif,



il atténue les symptômes, comme l'agressivité, l'anxiété.

Tous ces dispositifs sont capitaux, on le sait, la maladie d'Alzheimer laisse le patient et ses proches désarmés. Quel est votre rôle à ce moment-là ?

L'annonce du diagnostic est très souvent un véritable choc traumatique pour le malade et pour l'entourage et il suscite de nombreuses questions révélatrices de l'angoisse. Quelles sont les démarches à effectuer ? Qui peut m'aider ? Quelles sont les structures d'accueil ? Quel coût de l'établissement ? Existe-t-il des traitements ? Des réponses que l'association doit apporter. Nous devons alors orienter les familles. Et surtout nous devons les soutenir parce que l'épuisement des familles est connu. L'aidant principal est le plus souvent une aidante qui, en plus de son travail extérieur, doit veiller à la personne fragile. C'est très difficile, parce que cela devient la priorité, s'occuper de la personne malade, une obsession qui isole.

C'est une maladie terriblement handicapante ?

La maladie s'associe à la perte de la mémoire puis d'autres zones seront touchées, amenant la disparition de l'orientation dans l'espace et dans le temps, la disparition de l'utilisation du langage, du raisonnement, de la réflexion. Communément nous avons l'habitude de dire que la personne qui souffre de cette maladie retombe en enfance,

en fait c'est un retour à l'immatrité neurologique qui va faire perdre son autonomie, elle ne peut savoir qu'elle va s'égarer en sortant toute seule. Perdre la notion d'être un adulte est un paradoxe qui rend très difficile et très subtile la prise en charge de cette personne. C'est pour cela que nous avons mis en place la formation des aidants au sein de la consultation mémoire. Cette diffusion de bonnes pratiques permet aux familles d'acquiescer les attitudes et les comportements adaptés aux situations quotidiennes. Elle apporte les outils essentiels à la compréhension des difficultés de la personne malade.

Aujourd'hui votre association est en souffrance, sans local, quel appel lancez-vous aux pouvoirs publics ?

Nous avons laissé notre local à l'association «Serenita» pour permettre à l'accueil de jour de continuer ces missions. La ville d'Ajaccio nous a prêté un local administratif à la maison de service public, mais nous le partageons et nous ne pouvons pas pratiquer toutes nos actions dans les meilleures conditions pour les malades, les familles et les bénévoles. Cela est un frein, malgré tout nous maintenons notre engagement auprès des malades et des familles. Un adhérent nous prête une salle, pour la formation des aidants. Nous pensons que ce sujet de santé n'intéresse pas vraiment les pouvoirs publics, il n'y a pas un engagement fort de leur part. Et



surtout il y a trop de cloisonnements entre tous les acteurs financeurs et les acteurs du médico-social. Nous avons depuis l'année 2013 fait un rapprochement avec les EHPAD, l'ADMR, l'Hôpital Eugénie et la consultation mémoire de l'hôpital d'Ajaccio, grâce à la volonté des professionnels et des dirigeants, mais les principaux financeurs comme l'ARS, le Conseil Général, la Ville d'Ajaccio et les municipalités en général ne traitent pas le problème dans le fond sur le département parce que les actions sont éparpillées, faute de connaissance des acteurs et de leurs potentialités. Et pourtant cela peut arriver à tout le monde de se trouver un jour confronté à cette maladie, pour les personnes qui ont des situations financières convenables ce n'est pas un problème, elles payent les frais de prise en charge en moyenne

1100 Euros par mois, mais pour les autres quel stress ? Quelles confrontations ? À la fois à la maladie et aux problèmes financiers.

L'association est à l'origine d'un manifeste, quelles en sont ses orientations ?

Depuis plus de 10 ans, les responsables politiques ont engagé leur parole sur une nécessaire réforme du financement de la perte d'autonomie. Nous n'avons pas oublié leurs promesses. Je vous engage, ainsi que vos lecteurs, à aller sur le site lemanifeste.francealzheimer.org pour écouter les témoignages ou lire celui des familles, vous comprendrez pourquoi nous avons été à l'origine de ce manifeste. Les orientations qu'il propose sont la diminution du reste à charge financier des familles par 7 propositions pour une réforme concernant la future loi d'orientation

et de programmation pour l'adaptation de la société au vieillissement.

Ce manifeste est-il un moyen de sensibiliser l'ensemble de la société à cette problématique ?

C'est tout l'objet de ce manifeste, le vieillissement de la population entraîne pour certains une perte d'autonomie, l'enjeu est primordial pour des millions d'entre nous.

La perte d'autonomie, les difficultés financières semblent être le problème numéro 1 pour les familles dont un membre est atteint par la maladie...

France-Alzheimer est une association pragmatique et consciente de l'environnement socio-économique dans lequel elle agit. Aussi, notre contribution se veut concrète et applicable. Notre association a cependant réalisé en 2010 une étude

socio-économique très conséquente, cette étude montre que le RAC (reste à charge) est de 1100 €/par mois, alors que la retraite mensuelle d'une femme est de 876 €. Les familles souffrent de grandes difficultés financières, liées ainsi au coût exorbitant de la prise en charge moyenne en EHPAD 2500 € variable selon la région. D'autre part, une étude montre aussi que l'aidant consacre 6 H et demi par jour à son proche malade et jusqu'à 24h/24h avec l'aggravation, ce qui entraîne un isolement social et un épuisement physique et moral. Malgré tout les personnes malades et leurs familles font face à cette maladie qui est un véritable défi éthique, économique et social. Nous devons alors anticiper les problèmes, c'est le rôle propre de la politique et des citoyens, ne nous résignons pas, nos revendications sont justes !

Véronique Costantino, Doctorante en Neurosciences, Neuropsychologue, superviseur Centre Mémoire Ressources et Recherche

«On a constaté que cesser de fumer, réduire l'apport en sel dans son alimentation, consommer des fruits et des légumes, pratiquer une activité physique régulière et éviter l'usage nocif de l'alcool permettaient de réduire le risque de maladie cardiovasculaire. Ce risque peut aussi être diminué en prévenant ou en traitant l'hypertension, le diabète et l'hyperlipidémie. En luttant contre ces facteurs, on diminue le risque de développer une maladie dégénérative»

Aujourd'hui en Corse, 3000 cas déclarés existent, quels sont les facteurs à risque ?

Les facteurs de risques concernent les risques cardiovasculaires. L'étude Framingham (réalisée depuis 1948) Université du Massachusetts Etats-Unis a montré qu'une prise en charge adaptée et efficace des pathologies cardiovasculaires avait une incidence significative quant à la diminution des risques de développer une maladie dégénérative. Cette étude en est désormais à sa troisième génération de participants et on lui doit la plupart des connaissances sur les maladies cardiovasculaires et notamment la détermination des facteurs de risques cardiovasculaires dont l'impact du tabagisme et du régime alimentaire.

Les principaux facteurs de risques des cardiopathies et des AVC, sont donc une mauvaise alimentation, un manque d'activité physique, le tabagisme et l'usage nocif de l'alcool. Ces facteurs de risque comportementaux sont responsables d'environ 80 % des maladies coronariennes et cérébrales vasculaires. On a constaté que cesser de fumer, réduire l'apport en sel dans son ali-

mentation, consommer des fruits et des légumes, pratiquer une activité physique régulière et éviter l'usage nocif de l'alcool permettaient de réduire le risque de maladie cardiovasculaire. Ce risque peut aussi être diminué en prévenant ou en traitant l'hypertension, le diabète et l'hyperlipidémie. En luttant contre ces facteurs, on diminue le risque de développer une maladie dégénérative !

Concrètement il faut donc avoir une vie saine, entre autres, pour éviter la maladie ?

En effet, l'idéal est de maintenir une activité physique et intellectuelle, afin de préserver une réserve cognitive. C'est ce qui va permettre de maintenir le plus longtemps possible l'autonomie de la personne en cas de maladie déclarée ou d'éviter l'entrée précoce dans la maladie.

Si la maladie se déclare, quels en sont les symptômes et l'évolution ?

Elle commence indéniablement par la perte des capacités cognitives du patient, souvent associée à une dépression et se terminant très souvent par une perte d'autonomie et des troubles du comportement invalidants pour les patients et sa

famille et quelquefois avec des hospitalisations et des placements dans l'urgence...

Femmes et hommes sont-ils égaux face à la maladie ?

Les études observationnelles objectivent une légère prépondérance féminine qui ne peut pas s'expliquer par l'espérance de vie plus grande chez la femme. C'est pluri-factoriel, selon les statistiques, nous savons que chez la femme le niveau socioculturel est moins élevé que chez l'homme par exemple...

Quelles sont les structures existantes, aujourd'hui, pour soigner les malades ?

La prise en charge d'un patient présentant une maladie dégénérative suit un parcours précis. Dans le meilleur des cas, le médecin traitant adresse son patient à la Consultation Mémoire (Hôpital Notre Dame de la Miséricorde). Il sera vu par un spécialiste de la Consultation Mémoire (neurologues, psychiatres ou gériatres) qui déterminera le besoin d'effectuer un bilan neuropsychologique avec un neuropsychologue, un bilan biologique avec scanner cérébral, IRM



et PL pour les marqueurs bio... Elle permet l'amélioration de l'accès au diagnostic et optimise le parcours de soin. Il existe différents dispositifs spécifiques de prise en charge de la maladie sur Ajaccio, tels que la Consultation mémoire et Centre Mémoire Ressources et Recherche (CMRR) qui interviennent dans la prévention avec un dépistage précoce et un diagnostic... Les structures de répit (accueil de jour, hébergement temporaire, plateforme de répit) l'association France-Alzheimer (formation des aidants, les MAIA (Maisons pour l'Autonomie et l'Intégration des malades Alzheimer) pour renforcer la coordination entre tous les intervenants et d'autres...